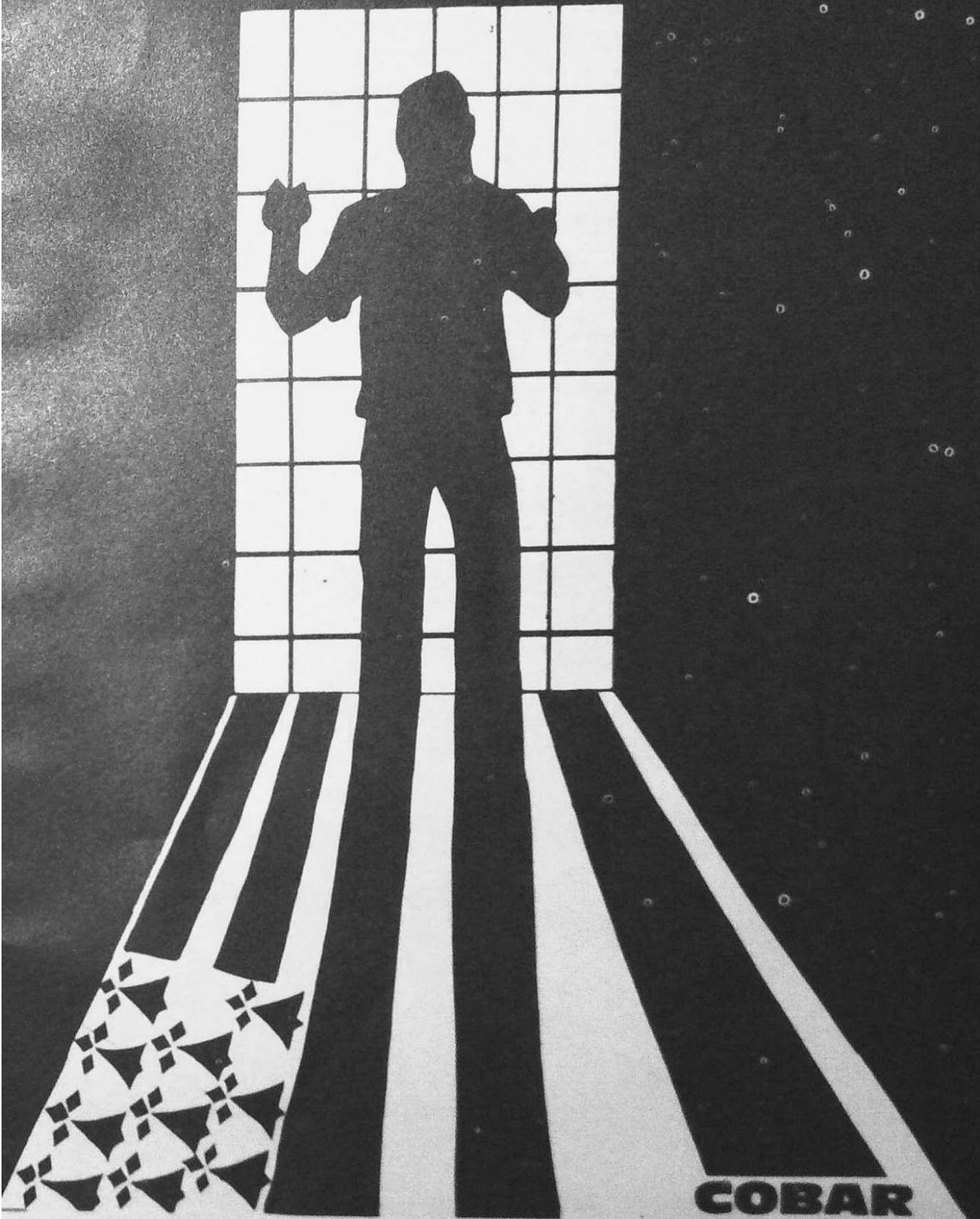


Les prisonniers politiques bretons parlent



**Manifeste des Nationalistes
Révolutionnaires Bretons emprisonnés**

**Les prisonniers
Politiques Bretons parlent**

Denis Jakob
Furet Alain
Goulabra Remy
Guillanton Yann Kel
Hamon Daniel
Hallequin M. *
Rouan M. * *
Jouin Georges
Kata Patrick
Le Goadic Ewanh
Lopes Bernard

**Manifeste des
Nationalistes Révolutionnaires
Bretons emprisonnés**

Robyky Serge
Salomon Mikail
Stéphan Guy
Vilanova Jean Marie

Bernard Jakez
Chenevière Lionel
Coviaux Alain
Daniel Jean-Paul
Denis Jakez
Furet Alain
Goalabre Rémy
Guillantou Yann Kel
Hamon Daniel
Hellequin Michel
Herjean Michel
Jouin Georges
Keltz Patrick
Le Coadic Erwann
Le Fouest Bernard
Le Guellec Yann
Le Karvantec Loïc
Montauzier Patrick
Parisse Eric
Parisse Philippe
Pellé Alain
Péresse Gerhard
Puillandre Yann
Rojinsky Serge
Salomon Mikaël
Stéphan Guy
Villeneuve Jean Marie.

Nous sommes des PRISONNIERS POLITIQUES BRETONS. Nous avons été arrêtés, puis déportés en FRANCE, parce que nous sommes engagés dans le COMBAT de LIBERATION NATIONALE et SOCIALISTE de la BRETAGNE.

Nous nous posons en défenseurs de la NATION BRETONNE et du PEUPLE BRETON en rejetant le destin qui leur est réservé par la FRANCE, et en militant pour la SOUVERAINETE qui leur permettra de s'épanouir.

La NATION BRETONNE est la communauté peuplant le territoire historique des cinq départements.

La NATION BRETONNE se caractérise par une Histoire propre et une volonté de vivre en commun, une conscience collective qui ne se reconnaît pas dans la civilisation française.

La CULTURE BRETONNE s'identifie par sa langue. La LANGUE BRETONNE devra retrouver le statut qu'elle n'aurait jamais dû perdre, celui de LANGUE NATIONALE. Ceci ne doit évidemment pas nous faire méconnaître l'existence du Gallo, et sa survie devra être assurée.

La CIVILISATION BRETONNE s'est exprimée brillamment dans tous les domaines de l'art (Littérature, Architecture, Musique...). Elle a rayonné sur toute l'Europe du temps de son INDEPENDANCE, jusqu'au XVIe siècle.

Avant d'être détruite par l'ETAT FRANÇAIS, la société bretonne était prospère et équilibrée. La tradition des Us et Coutumes de BRETAGNE influença et inspira bon nombre de nos voisins dans l'organisation de leur société.

Le rôle de l'ETAT BRETON SOUVERAIN sera de redonner à la CIVILISATION BRETONNE l'éclat et le rayonnement qu'elle avait en Europe,

tant que la BRETAGNE fut INDEPENDANTE.

Les NATIONALISTES embastillés aujourd'hui sont les héritiers d'une RESISTANCE ininterrompue pendant quatre siècles.

Les soulèvements des BRETONS, face à leur oppresseur, font d'ailleurs apparaître deux caractéristiques qui déterminent la nature de notre RESISTANCE. Que ce soit lors de la guerre d'Indépendance, lors du soulèvement des Bonnets Rouges, du complot de Pontkallet, de l'Association Bretonne de 1791 :

— d'une part, ils recherchèrent à chaque fois l'alliance avec l'ennemi de la FRANCE, ce qui montre les aspirations indépendantistes de ces soulèvements,

— d'autre part, ces soulèvements ont toujours été ceux du PEUPLE BRETON, qui fut trahi à chaque fois par la haute bourgeoisie bretonne, dont les intérêts de classe à s'allier avec la bourgeoisie française a toujours primé sur la CAUSE NATIONALE.

Ces deux phénomènes prouvent donc que l'opresseur du PEUPLE BRETON est l'ETAT FRANÇAIS, et que son entreprise réussit grâce à la trahison de l'élite locale, qui est sa courroie de transmission.

Les dirigeants français n'ont d'ailleurs pas manqué de dégager les leçons de l'étude de notre RESISTANCE quant à sa nature.

Ceci a été illustré par GAMBETTA en 1870-71. Après le désastre français de Sedan en 1870 la FRANCE a rassemblé une armée de volontaires bretons au camp de Conlie, dans la Sarthe. GAMBETTA laissa alors les Bretons à Conlie, sans armes, sans bagages, sans vivres, dans la boue de l'hiver, mourir de faim et de maladie, comme si cette ARMEE BRETONNE devait automatiquement se retourner contre la FRANCE, en mettant sa défaite à profit !

Faut-il donc que les FRANÇAIS n'aient pas la conscience tranquille en ce qui nous concerne !

Cela montre en tout cas que nos oppresseurs connaissent bien notre Histoire, et savent donc bien pourquoi il ne faut pas nous l'enseigner.

La détermination et l'âpreté de notre RESISTANCE ont bien fait comprendre aux dirigeants français que, tant que les BRETONS se sentiraient un tout petit peu Bretons, ils représenteraient une menace pour la survie de l'ETAT FRANÇAIS.

Pour parer à cette menace, deux mesures complémentaires :

— La destruction systématique de la LANGUE et de la CULTURE BRETONNES, en tant que preuves d'une ENTITE NATIONALE distincte.

— la mise en place d'une structure coloniale. Son rôle est de détruire l'économie de la BRETAGNE, d'exploiter le PEUPLE BRETON, d'en faire un réservoir de main d'œuvre et de chair à canon.

L'intérêt objectif de l'ETAT FRANÇAIS est de supprimer la NATION BRETONNE. Aujourd'hui, sa classe dirigeante voudrait nous faire payer le prix de la crise économique, tout comme elle sacrifia nos pères et nos grands-pères dans ses guerres stupides qui ne nous concernent pas.

Analyse historique des faits de colonisation

L'ETAT FRANÇAIS et le CAPITALISME, par l'intermédiaire de l'ARMEE
FRANCAISE, imposent à la BRETAGNE et au PEUPLE BRETON un système
de colonisation qui a pour but la destruction de la culture, de la langue,
de l'histoire et de l'identité nationale bretonnes.

La destruction systématique de la culture bretonne

L'œuvre de décolonisation et d'extermination du PEUPLE BRETON menée
par l'Etat, l'Armée, l'Administration, les deux siècles, a permis de créer
une situation de dépendance de la BRETAGNE à une culture française et à
l'économie et au développement de l'industrie française. Cette
dépendance n'est pas l'œuvre d'un seul homme, mais d'une longue
histoire de la France et de l'Etat FRANÇAIS. Le but de cette œuvre est
la destruction de la culture bretonne et de l'identité nationale bretonne.
Cela a été fait par la destruction de la langue bretonne, de la culture
bretonne et de l'histoire bretonne. L'œuvre de décolonisation et
d'extermination du PEUPLE BRETON a été menée par l'Etat FRANÇAIS
et l'Armée française. L'œuvre de décolonisation et d'extermination
du PEUPLE BRETON a été menée par l'Etat FRANÇAIS et l'Armée française.

Analyse historique des faits de colonisation

L'ETAT FRANÇAIS et le CAPITALISME, par l'intermédiaire de l'IMPERIALISME, impose à la BRETAGNE et au PEUPLE BRETON un système colonial sur le plan politique, économique, social et culturel avec comme moyen d'intervention :

Dépersonnalisation et déculturation du PEUPLE BRETON

L'œuvre de déculturation et d'aliénation du PEUPLE BRETON entreprise par l'Eglise, l'Ecole, l'Administration, les mass media, a permis de donner l'illusion de l'appartenance de la BRETAGNE à une pseudo unité française et a favorisé le développement de l'exploitation capitaliste de la BRETAGNE. Cette déculturation n'est pas l'aboutissement d'une évolution naturelle de l'histoire ; mais bien le fait d'une volonté délibérée de l'ETAT FRANÇAIS de tuer toute IDENTITE NATIONALE BRETONNE. Le résultat de cette tentative de génocide culturel a pour conséquence l'aliénation du PEUPLE BRETON. Cette politique vise à présenter le BRETON comme un sous-homme, à créer chez lui un sentiment de honte et de culpabilité, l'amenant à se renier lui-même et à être objectivement l'un des meilleurs agents de la politique coloniale de l'ETAT FRANÇAIS. Ainsi, comme tout déraciné, il devient plus utilisable par le Capitalisme (exode, surexploitation...).

Les agents du COLONIALISME.

— L'Eglise.

Le travail de l'église catholique fut tout d'abord de détruire les traditions religieuses celtiques et la société bretonne, pour imposer la civilisation latine. La pensée latine a été introduite au sein du PEUPLE BRETON par l'intermédiaire des hommes d'église et de l'élite, qui déjà à cette époque était prête, pour satisfaire ses intérêts de classe, à renier et à trahir les intérêts du PEUPLE BRETON. Par sa doctrine, par l'obligation qu'elle donne aux chrétiens de respect et d'obéissance, l'église catholique crée un état d'esprit de résignation et de soumission à l'ordre établi. A travers les siècles l'Eglise s'est avérée l'un des meilleurs agents du génocide culturel entrepris par le COLONIALISME FRANÇAIS. (Père Maunoir, Jésuites).

— L'Ecole.

D'abord aux mains de l'église, puis dans celles de l'ETAT FRANÇAIS, l'enseignement donné dans les écoles a toujours été celui de l'idéologie dominante dans la langue de l'opresseur. Un des objectifs auquel l'Education Nationale Française s'est attachée, fut et est de faire disparaître toute trace de l'Histoire Bretonne du contenu scolaire, dans le but d'intégrer l'écolier Breton dans le schéma de pensée français.

En gommant l'Histoire de la BRETAGNE et des luttes de son PEUPLE, l'enseignement français recrée au niveau de l'éducation le principe de l'unité française. Ce phénomène n'est pas particulier à la BRETAGNE, les Algériens, les Indochinois, les Malgaches... etc savent eux aussi que leurs ancêtres avaient les cheveux blonds et les yeux bleus.

En plus d'écarter l'Histoire Nationale Bretonne des programmes scolaires, les maîtres à penser se sont surtout acharnés à détruire toute présence de la LANGUE BRETONNE. Par la force et le mépris, créant un sentiment de honte chez le petit breton, l'école républicaine et laïque et l'école confessionnelle tentent de faire disparaître, en quelques générations, une langue vivante et la volonté d'un Peuple à l'utiliser et à la vivre.

Malgré le combat populaire mené par les militants culturels depuis des années, le Breton ne trouve pas la place qu'il mérite dans l'enseignement et plus tard dans la vie quotidienne ; le COLONIALISME FRANÇAIS n'a lâché que quelques miettes. Face à cette situation, des expériences comme celle de DIWAN* ne peuvent être que de bonne augure. C'est pour cela qu'elles sont rejetées et méprisées par l'ETAT FRANÇAIS et une grande partie du corps enseignant français.

Tout comme l'église catholique, l'éducation nationale française forme des individus dépersonnalisés et aliénés utilisables à merci par le CAPITALISME.

- Administration.

De part sa volonté de maintenir la BRETAGNE dans l'ETAT FRANÇAIS l'administration coloniale refuse systématiquement l'usage de la Langue Bretonne dans ses rapports quotidiens avec les Bretons.

Pour une partie des Bretons ne trouvant pas de travail dans leur PAYS l'administration française reste un refuge. Ils y subissent une formation qui leur fera oublier à jamais leurs racines Bretonnes et deviendront pour la plupart de zélés fonctionnaires qu'on exilera à Paris où dans les autres colonies de l'Etat Français.

- Médias

Télé, radio.

Du fait du monopole de l'Etat en matière de radio et de télévision, il est évident qu'elles sont chargées de véhiculer la pensée de la FRANCE «Unindivisible». De plus si elles apportent à l'intérieur de tous les foyers bretons des informations du monde entier, elles occultent presque complètement l'information bretonne.

Ce phénomène s'en trouve d'autant plus aggravé que la langue bretonne utilisée est le Français. Ceci contraint la population bretonnante à abandonner sa Langue maternelle au profit du Français. Ce ne sont pas les soi disant Radio Télé Régionale, bonne conscience du pouvoir central, qui y changent quoique ce soit. Au contraire Télé Bretagne et Radio Armorique ne sont que des véhicules fidèles de l'idéologie dominante élevant la censure et l'orientation de «l'information» à niveau d'institution.

Il est à noter que la plupart des journalistes souvent étrangers à la BRETAGNE, d'une part ignorent complètement les problèmes bretons, et d'autre part sont souvent amenés à se conduire de façon complaisante à l'égard du Pouvoir, afin d'assurer leur carrière. Non content d'être l'exécutant servile du Pouvoir, FR3 BRETAGNE offre l'aumône de 6h 56 minutes de LANGUE BRETONNE à la télé par mois et à peine plus à la radio grâce au cadeau royal de la charte giscardienne et cela à des heures d'écoute peu favorables pour les travailleurs.

De plus entérinant la séparation arbitraire de la LOIRE ATLANTIQUE de la BRETAGNE elle exclue ce département breton de sa zone de diffusion.

- Presse.

La grande presse de BRETAGNE, de la même manière que la radio et la télévision, propage l'idéologie dominante et occulte les problèmes de la BRETAGNE ainsi que les aspirations de son PEUPLE. La misère des informations en LANGUE BRETONNE dans ces journaux est révélatrice de l'état d'esprit des gens qui les dirigent.

Presque toutes les tentatives de journalistes consciencieux et honnêtes de donner une information objective sont anihilées par les directions inféodées au Pouvoir et aux puissances de l'argent.

- Littérature

La plupart des maisons d'édition centralisées à Paris pratiquent l'impérialisme culturel, et ne publient bien souvent que des ouvrages «folkloriques», donnant bonne conscience à l'intelligensia parisienne qui se pâme devant les «Chevaux d'Orgueil» de ces braves sauvages de l'Armorique. L'édition parisienne, qui détient le monopole en France, dans un souci de rentabilité et de profit, refuse de prendre en charge la publication et la diffusion d'ouvrages en LANGUE BRETONNE. Au même moment où l'édition parisienne nie l'existence de la Culture Populaire Bretonne, elle rabaisse, dans un certain nombre d'ouvrages, les Bretons au stade d'individus portant toutes les tares de la Terre : primitifs, alcooliques, prostituées,... et utilisent pour cela un racisme anti-breton de bas-étage.

Toute la création artistique populaire bretonne se trouve dans la même situation que la littérature.

Economie et Social.

La politique capitaliste de l'ETAT FRANÇAIS a amené le colonialisme à entreprendre la liquidation de l'économie traditionnelle bretonne.

- Pêche

La logique capitaliste, uniquement soucieuse de la rentabilité maximale, amène les pêcheurs bretons à accroître leur production, ceci les obligeant à moderniser leur outil de travail. Le résultat de cette politique se traduit par un appauvrissement des fonds et un endettement maximum des pêcheurs. Aucune mesure n'est prise par les responsables politiques pour préserver les espèces d'une part, et d'autre part pour soutenir financièrement les pêcheurs face aux nouvelles charges qui leur incombent. Ceci les amène à trouver des zones de pêche de plus en plus éloignées, augmentant ainsi les coûts de production, et les plaçant dans une position défavorable face à la concurrence.

Ceci est d'autant plus grave qu'en BRETAGNE la pêche et les activités maritimes constituent une part importante de l'économie traditionnelle. De plus, du fait du CAPITALISME sauvage qui règne au niveau de la commercialisation, les marins-pêcheurs Bretons n'ont aucune assurance quant à la vente de leur poisson et du revenu qu'ils pourront en tirer. La conséquence directe de cette politique liquidatrice est, la diminution et le vieillissement de la flotille bretonne par le non-remplacement des vieilles unités et la vente de navires désarmés à l'étranger. Il s'ensuit un déclin des activités de réparation et de constructions navales, la disparition progressive de la plupart des conserveries et des activités qui s'y rattachent. Tout ceci accroît dramatiquement le chômage, entraîne la mort à brève échéance de l'économie de la zone littorale bretonne, et constitue une nouvelle source d'exode de la population.

L'entrée du PORTUGAL et de l'ESPAGNE dans la Communauté Economique Européenne sera catastrophique pour la pêche et les conserveries bretonnes.

- Agriculture.

De la même façon que pour la pêche, le CAPITALISME pratique une politique tendant à la liquidation de l'agriculture traditionnelle bretonne à des fins de restructurations en de grandes unités de production d'une part et, d'autre part de vols des terres pour y aménager des activités de type colonial (Nucléaire, Militaire, Tourisme de luxe...).

La crise qui touche actuellement l'agriculture et l'élevage bretons est symptomatique du choix du Capitalisme et de la volonté de liquider définitivement la paysannerie bretonne. L'entrée de l'ESPAGNE, du PORTUGAL et de la GRECE dans le Marché Commun agricole ne fera qu'accroître cette situation.

Cette politique, qui est celle du Capitalisme français, tend à sacrifier l'agriculture bretonne sur l'autel du Marché Commun, pour sauvegarder et développer l'industrie française au nom du nouvel ordre économique européen. Les structures et les choix de développement imposés à l'agriculture bretonne par le Capitalisme tentent d'en faire une production de type industriel avec toutes les conséquences néfastes que cela suppose.

La banque est devenue la maîtresse véritable de l'agriculture en BRETAGNE. La plupart des paysans bretons tenus par l'importance de l'endettement sont en position d'otages. De ce fait, ils ne sont plus maîtres de leurs décisions par le choix de production indirectement imposé par le Capitalisme. Il s'en suit également l'obligation d'acquiescer des terres pour y travailler cela entraînant une sélection au niveau du postulant et créant un endettement à vie vis à vis des banques. Il en résulte aussi l'obligation de la recherche d'un rendement maximum, cela au dépend de la qualité du produit fini, la diminution effective de leurs revenus, l'aggravation de leurs conditions de travail, le bouleversement du milieu naturel au détriment de son équilibre, l'exode rural massif, l'accaparement des terres agricoles par des cumulards entraînant la prolétarianisation des paysans.

- L'artisanat.

Comme les autres productions traditionnelles bretonnes, l'artisanat tend actuellement à disparaître du fait de la standardisation et de la recherche du profit maximum imposés par le Capitalisme. Les petites entreprises artisanales se voient supplantées de plus en plus dans leur zone d'activité traditionnelle par les trusts d'envergure nationale ou internationale. Cette situation est favorisée principalement dans le bâtiment et les travaux publics par une législation astreignante (obligation de dépôt de garantie, bureau d'études etc...) qui élimine dès la soumission, les propositions des artisans.

- Sous utilisation des matières premières.

La BRETAGNE possède de nombreuses richesses naturelles en matières d'agriculture, de pêche et de sous-sol. Dans de nombreux cas ces ressources ne sont pas utilisées (minéral, aquaculture...) comme elles le pourraient.

Dans les autres cas l'exploitation qui en est faite ne tient pas compte des intérêts de la BRETAGNE et s'accompagne de l'exportation du produit à l'état brut pour être transformé et valorisé ailleurs. Cela entraîne la paupérisation de la main-d'œuvre locale et une sous utilisation des capacités intellectuelles et techniques des travailleurs bretons, qui n'ont plus qu'une solution : l'exode.

- Usines pirates.

Face à la montée du mécontentement populaire (souvent récupéré par les notables) contre la politique de sous emploi pratiqué par l'ETAT FRANÇAIS en BRETAGNE, le pouvoir et le Capitalisme ont pratiqué une pseudo politique de décentralisation industrielle qui a entraîné l'implantation des usines pirates en BRETAGNE, exploitant une main d'œuvre à bon marché en raison du taux de chômage important et l'absence de tradition de luttes ouvrières. Ces dirigeants d'usines pirates se comportent alors en véritables chasseurs de primes : prime à la décentralisation et à la création d'emplois, acquisition de terrains viabilisés à des prix peu élevés et parfois gratuits, infrastructures d'accueil quasiment gratuites et réalisés aux frais de la commune, exonération des taxes professionnelles.

Dans ces entreprises, l'encadrement est importé, le pouvoir de décision et les bureaux d'études, donc les emplois les plus qualifiés, restent hors de BRETAGNE. Ces patrons, nouveaux seigneurs, n'offrent aux travailleurs bretons que des postes sans qualification, sous payés, des cadences infernales et l'absence de libertés syndicales.

Lorsque les conditions avantageuses qui ont amené leur implantation en BRETAGNE s'atténuent ou disparaissent, ces pirates n'hésitent pas à déménager et aller pratiquer ailleurs leur chasse à la prime. (ex : Transocéan, Spli.)

- Moyens de communication.

1) - Réseau ferroviaire : fidèle à sa tradition centraliste l'ETAT FRANÇAIS a implanté en BRETAGNE un réseau ferroviaire entièrement tourné vers sa capitale, négligeant les communications transversales ; pour lesquelles la situation s'aggrave encore aujourd'hui par la volonté de la SNCF de les fermer les unes après les autres. D'autre part le matériel utilisé est vétuste, inconfortable et moins rapide qu'en FRANCE. Le prix du kilomètre pratiqué par la SNCF en BRETAGNE est plus élevé qu'ailleurs.

2) - Voies routières. Les problèmes rencontrés dans les voies de communications routières sont du même type que ceux existant dans le réseau ferroviaire. Le Plan Routier Breton qui aurait pu constituer un élément de désenclavement de la BRETAGNE a été décidé tardivement et voit sa réalisation reportée aux calendes grecques. Autre élément de discrimination, l'absence d'autoroutes en BRETAGNE. Cette situation entraîne un coût élevé

du prix du transport routier, un allongement du temps de transport et des problèmes de sécurité.

3) - Voies aériennes : Air Inter, la seule compagnie nationale assurant les liaisons BRETAGNE-PARIS est actuellement en restructuration. Cela se traduit par la suppression de certains vols jugés non rentables. Le prix excessivement élevé de ce moyen de transport fait qu'il est réservé à une minorité d'utilisateurs. Le sous-équipement de l'infrastructure aéroportuaire ne lui permet pas un fonctionnement par tous les temps.

4) - Voies navigables : les canaux bretons qui auraient pu constituer un des éléments essentiels du réseau de communication ont été volontairement laissés à l'abandon et n'ont pas bénéficié de la modernisation qui leur auraient permis de jouer un rôle dans l'économie bretonne.

5) - Transports maritimes et cabotage : le pavillon breton florissant à une certaine époque a vu son activité péricliter à partir de l'annexion de la BRETAGNE à la FRANCE, dont les intérêts économiques et militaires étaient à l'opposé des intérêts de la marine bretonne. Les intérêts de la politique continentale de la FRANCE vont en effet à l'encontre de ceux de la BRETAGNE, tournée vers la mer. Cela se traduit par le bradage et la liquidation de la pêche, du transport maritime, du cabotage, du démantèlement des infrastructures portuaires, en bref de la véritable vocation maritime de la BRETAGNE.

- Tourisme.

Un plan de la DATAR prévoit l'aménagement de la BRETAGNE Sud en un vaste camp touristique pour les vacanciers du Nord de l'Europe. Ce plan devant être mis en œuvre dans les dix prochaines années. Le tourisme en BRETAGNE en tant que tel n'est pas condamnable mais son expansion doit être contrôlée, et il ne doit servir que d'économie d'appoint. Le tourisme actuellement pratiqué en BRETAGNE se traduit par, une augmentation saisonnière importante de la densité de population, la création d'infrastructures onéreuses à la charge des collectivités locales (viabilisation, réserve d'eau...), l'exportation de la main-d'œuvre saisonnière au profit exclusif des marchands de loisirs. Ceux-ci constituent la Culture Populaire Bretonne en exhibant un folklore bidon qui rabaisse une fois de plus le PEUPLE BRETON au rang de clown et de dégénéré. (battages et mariages à l'ancienne, Filets bleus...). Présenter cette BRETAGNE folklorique qui chante qui danse et qui s'amuse est tout à fait scandaleux quant au même moment le PEUPLE BRETON fait face à de graves problèmes pour la survie économique et culturelle de son Pays.

Cette vocation touristique imposée à la BRETAGNE par le COLONIALISME FRANÇAIS s'est révélée être une mine d'or pour les promoteurs voraces venus de Paris qui ne se gênent pas pour bétonner nos côtes, usant bien souvent de passes-droits accordés par les notables peu scrupuleux, réalisant ainsi des profits importants. Les bénéfices glanés par l'industrie

l'industrie touristique a amené la création d'activités artificielles au dépend de l'activité traditionnelle, accentuant ainsi la perte de l'identité nationale et aggravant la mentalité d'assistée, l'augmentation de la densité de population pendant les deux mois d'été et l'obligation de ne pas importuner les touristes entraînent une gêne dans l'activité économique traditionnelle. (pêche, agriculture).

- Banques.

Actuellement, dans la société occidentale, la banque est la véritable initiatrice et détentrice du pouvoir politique et économique, les gouvernements n'étant que la courroie de transmission de ses décisions.

A ce titre, elle est l'un des principaux responsables de la situation coloniale faite à la BRETAGNE, assassinant son économie au profit du développement d'autres centres de production jugés plus rentables. Circonstance aggravante, une des armes du crime est le pompage de l'épargne bretonne (constituée en partie par de petits épargnants) pour son réinvestissement, non pas en BRETAGNE, mais dans des secteurs d'activités estimés plus profitables pour et par le CAPITALISME.

- Production d'énergie.

Les choix d'énergie fait par le gouvernement de l'ETAT FRANÇAIS prévoient dans un futur proche la construction d'unités de production très importante en BRETAGNE. Même en retenant les critères de consommation capitaliste en matière d'énergie, de telles implantations n'y sont pas justifiées. L'électricité ainsi produite sera transportée pour être utilisée ailleurs. Les constructions prévues en BRETAGNE entraîneront la liquidation des activités économiques locales du fait de l'emprise foncière et de la pollution.

Politique.

- Centralisation.

Créé artificiellement et par la violence, niant l'Histoire et la Culture des NATIONS qui le composent, l'ETAT FRANÇAIS s'est doté de structures centralisées visant à masquer son absence réelle d'unité, baillonner les Peuples qui en font partie, et prévenir toute tentative de remise en cause de sa légitimité usurpée.

Les centres de décision politiques et économiques, le choix du type de société, la planification des perspectives, sont tous élaborés à Paris par une technocratie, par un pouvoir anti-démocratique ; le pouvoir est aux mains des technocrates qui n'existent que par lui, sa tendance naturelle est donc de renforcer son emprise au dépend des intérêts des populations.

- Préfet et administration coloniale.

Pour appliquer sa Politique centraliste, l'ETAT FRANÇAIS a quadrillé l'hexagone en régions et départements, à la tête desquels il a placé ses

supers préfets et préfets chargés de faire appliquer localement coûte que coûte ses décisions. Ce découpage se traduit pour la BRETAGNE par une «région» amputée d'une partie de son territoire, des départements créés arbitrairement, ne respectant pas l'unité et spécificité des populations et territoires concernés.

Dernière trouvaille de l'ETAT FRANÇAIS : la tarte à la crème d'une régionalisation bidon : le Conseil régional fantoche, qui sous couvert d'un prétendu rapprochement de la population et du pouvoir de décision, aboutit en fait au renforcement des prérogatives des préfets, véritables caïds régnant dans leur colonie. En effet, c'est le préfet seul qui détient les pouvoirs réels au sein de l'Etablissement Public Régional.

Les administrations coloniales, dont les plus importants sont les DDE et DDA, prolongent l'emprise de la dictature administrative de l'ETAT FRANÇAIS en BRETAGNE, sous l'autorité du préfet.

- Collaboration des notables.

Les notables (personnalités, responsables économiques, élus, intellectuels...) qui par leurs positions conscientes ou manipulées sont des agents indirects du pouvoir, permettent de cautionner les orientations politiques et économiques de l'ETAT FRANÇAIS, de la même manière que l'ont fait leurs homologues africains à l'époque de l'EMPIRE COLONIAL FRANÇAIS d'Outre mer.

- Positions sur les organisations politiques et syndicats françaises.

- Droite : par sa nature et les intérêts qu'elle défend, la droite française est fondamentalement opposée à toute remise en cause du centralisme ainsi que du système économique dont elle profite. De ce fait elle constitue l'ennemi principal du PEUPLE BRETON.

- Gauche traditionnelle : en dépit de quelques positions «sympathiques» (élection de l'assemblée régionale au suffrage universel, suppression des préfets, enseignement de la langue...), elle reste muette si non opposée quant à la reconnaissance de l'existence du PEUPLE BRETON et de la NATION BRETONNE.

- Extrême gauche et PSU : ils ont une pratique quotidienne dans les luttes proche de nos propres options. Il leur reste toutefois, mais cela à des degrés très divers, à préciser plus encore leurs positions sur la reconnaissance du NATIONALISME BRETON.

- Organisations syndicales ouvrières et paysannes.

Les deux grandes organisations CGT et CFDT ne reconnaissent pas encore le caractère national des luttes des travailleurs bretons bien que la plupart d'entre elles soient la conséquence du COLONIALISME. Une démarche semble être en cours pour une approche plus spécifique des luttes menées en BRETAGNE. Cette évolution est freinée par les structures centralisées de ces organisations.

- FNSEA et CNJA : de par leur politique de collaboration avec le pouvoir elles favorisent l'orientation de certaines productions et sont donc à ce titre complices de la liquidation des productions agricoles traditionnelles bretonnes. De là, des prises de position sécessionniste de certaines fédérations bretonnes qui effectuent en outre une approche timide de la reconnaissance du fait national breton.

- Paysans travailleurs et MODEF ont des positions de remise en cause du système capitaliste dans le milieu paysan et de préservation des structures familiales de l'exploitation agricole. Mis à part certaines tendances, ils ne reconnaissent pas la revendication spécifique bretonne du fait de leurs structures centralisées.

- Parachutage de personnalités politiques.

Certaines personnalités politiques du pouvoir ou proche de lui utilisant leur notoriété, viennent en prétendus sauveteurs recueillir les voix d'un électorat breton désespéré. Ce phénomène lié à la déculturation du PEUPLE BRETON, a pour résultat d'entraîner une aliénation encore plus grande et la sensation qu'il n'y a plus rien à faire.

*
* *

Rôle des FORCES d'OCCUPATION FRANÇAISE.

Tout comme à DJIBOUTI et à TAHITI, l'ETAT FRANÇAIS a choisi la BRETAGNE comme point stratégique pour sa situation géographique en raison de sa politique belliciste. Pour ce faire, le COLONIALISME FRANÇAIS a accaparé le sol et le littoral pour y implanter ses camps et bases militaires. Au détriment des activités économiques locales, l'ARMÉE d'OCCUPATION a gelé des terres, cela après une campagne de désertification menée de mains de maître par le COLONIALISME FRANÇAIS. La BRETAGNE est à ce point pourvue en aménagements militaires qu'il a été prévu d'y organiser de vastes manœuvres des forces armées du capitalisme occidental.

La présence de l'armée au contact de la population entraîne chez celle-ci une transformation des mentalités. En effet, une partie de la population se prostitue auprès de son dernier client afin de préserver ses revenus. L'ARMÉE IMPÉRIALISTE FRANÇAISE, force de pénétration et rempart du CAPITALISME et du COLONIALISME, n'a pas, contrairement à ce que voudrait faire croire la propagande officielle, uniquement un rôle de défense contre l'ennemi extérieur, mais également contre «l'ennemi de l'intérieur». A ce titre, elle se tient prête à intervenir pour mater les manifestations populaires des luttes anti-capitalistes et de la lutte de libération nationale en BRETAGNE.

Toutes les luttes populaires menées en BRETAGNE ont été sévèrement réprimées par les forces policières, chien de garde du capitalisme. La prolifération de la police politique (RG, PJ, DST) en BRETAGNE correspond

à la volonté répressive du COLONIALISME envers le MOUVEMENT NATIONALISTE REVOLUTIONNAIRE BRETON. En outre, cette répression politique s'applique à tout militantisme culturel, politique, syndical, associatif qui s'intéresse à la BRETAGNE de près ou de loin. Tout ce système répressif mis en place par le COLONIALISME FRANÇAIS, est une fascination du régime.

Ecologie.

Il existait, en BRETAGNE avant l'intervention du COLONIALISME, un équilibre harmonieux entre la nature et l'homme. Du fait de la recherche imposée du maximum de profit et rentabilité, cet équilibre fut rompu.

Les principaux facteurs de ce déséquilibre, véritables catastrophes écologiques ont été, sont et risquent d'être :

- Le remembrement. Exécuté de manière autoritaire et arbitraire, par les ingénieurs de la DDA, dans le but avoué de restructurer l'agriculture bretonne afin qu'elle rentre dans les schémas de production capitaliste agricole établis à Paris, le remembrement a engendré des atteintes à l'équilibre écologique de la BRETAGNE. Parmi les atteintes les plus graves il existe : les inondations, la propagation des épidémies du cheptel, la disparition de certaines espèces animales et végétales, l'érosion des sols, l'accaparement des terres agricole pour y aménager des retenues d'eau, etc...

- Les marées noires successives. La responsabilité de ces catastrophes incombe au Capitalisme qui, dans sa politique d'augmentation de consommation d'énergie, a imposé le gigantisme des pétroliers, le vieillissement et le manque d'entretien de la flotte, son sous-équipement, sa construction la plus sommaire possible au mépris des notions de sécurité, le développement des pavillons de complaisance, la diminution de la qualification du personnel, la prise de risques maximums au niveau de la navigation, quand ce n'est pas l'échouage volontaire.

A ceci s'ajoute l'incurie du gouvernement de l'ETAT FRANÇAIS incapable de prendre des mesures pour prévenir de telles catastrophes et parer à leurs graves conséquences.

Les retombées écologiques de ces catastrophes ce sont traduites par la dégradation du milieu naturel marin, la disparition de certaines espèces animales et végétales, et d'éventuelles atteintes à la santé des hommes. Ces conséquences sont irréversibles si rien n'est fait pour empêcher le renouvellement de pareils crimes contre la Vie.

- Le nucléaire. L'installation de centrales en BRETAGNE comporte de nombreux risques pour l'environnement parmi lesquels : risques d'accidents fréquents entraînant irradiation, l'irradiation constante du secteur proche de la centrale, la production de déchets dont on ne sait que faire, l'altération chimique et physique de l'atmosphère et de l'eau.

- Autres atteintes à l'environnement.
- La pollution des rivières et cours d'eau par le déversement de substances nocives (pesticides, déchets industriels...)
- L'emploi intensif de produits chimiques et d'engrais dans l'agriculture.
- Le bétonnage des côtes bretonnes.



Les graves atteintes du COLONIALISME et du CAPITALISME FRANÇAIS dans tous les domaines entraînent des dégradations psychiques chez le Breton, dont les plus importantes sont l'alcoolisme et les suicides. Cela traduit une perte de confiance d'une partie des Bretons en eux-mêmes, leur soumission à l'autorité et une fuite devant les responsabilités. Ceux qui refusent ces solutions sont souvent amenés à utiliser malgré eux des méthodes extrêmes pour retrouver leur LIBERTE.

D'autres peuples de l'hexagone et d'outre mer subissent sous des formes particulières, au même titre que le PEUPLE BRETON, la politique Colonialiste de l'ETAT FRANÇAIS. Nous nous déclarons solidaires de leur lutte.

... de la pollution des rivières et cours d'eau par le déversement de substances nocives (pesticides, déchets industriels...)

... L'emploi intensif de produits chimiques et d'engrais dans l'agriculture.

... Le bétonnage des côtes bretonnes.

Les graves atteintes du COLONIALISME et du CAPITALISME FRANÇAIS dans tous les domaines entraînent des dégradations psychiques chez le Breton, dont les plus importantes sont l'alcoolisme et les suicides. Cela traduit une perte de confiance d'une partie des Bretons en eux-mêmes, leur soumission à l'autorité et une fuite devant les responsabilités. Ceux qui refusent ces solutions sont souvent amenés à utiliser malgré eux des méthodes extrêmes pour retrouver leur LIBERTE.

D'autres peuples de l'hexagone et d'outre mer subissent sous des formes particulières, au même titre que le PEUPLE BRETON, la politique Colonialiste de l'ETAT FRANÇAIS. Nous nous déclarons solidaires de leur lutte.

La politique de l'ETAT FRANÇAIS, instrument du CAPITALISME, s'appuyant sur le centralisme anti-démocratique et sur la religion, et donc néfaste pour le peuple en général et pour le PEUPLE BRETON en particulier.

Le CAPITALISME qui entraîne l'exploitation de l'homme aux seules fins de profits pour quelques individus détenteurs de la puissance financière et économique, est générateur d'un antagonisme entre exploités et exploités. La logique propre le conduit à un développement rapide et sans fin, s'il veut survivre, de sa puissance scientifique, technologique et technique sans aucune préoccupation de progrès moral et d'amélioration des rapports des hommes entre eux et avec la nature dont il détruit l'équilibre. Il ne peut donc conduire qu'à l'affrontement brutal de classe contre classe à l'intérieur d'un même Pays, et de population contre population lors de la naissance et du développement d'intérêts économiques, donc politiques, divergents.

Le centralisme politique et administratif pratiqué par l'ETAT FRANÇAIS est la négation de la Démocratie. Le pouvoir de décision de l'individu est confisqué au profit d'une caste de privilégiés de l'argent par l'intermédiaire d'un système électoral ne permettant pas de traduire, à quelque niveau que ce soit, les aspirations réelles et profondes de la population, ainsi que par un développement et une emprise tentaculaire de l'administration de plus en plus «technocratisée». L'état, qui à l'origine n'était et ne devait rester qu'une structure annexe permettant de faciliter les rapports des hommes entre eux ainsi que leur épanouissement, aboutit en fait à leur asservissement. De la notion originelle de l'état au service de l'individu, on est arrivé à la notion inverse de l'individu au service exclusif de l'état. Un tel système, dans lequel la démocratie n'est qu'apparente et formelle, aboutit à la dépossession objective de tous les pouvoirs de décision de l'individu, ainsi que de sa

culture, de sa langue, de son histoire et de sa pensée propre lorsqu'il s'agit d'un Breton.

Bien que l'état et l'église soit officiellement séparés, les faits sont en contradiction avec la constitution, et la réalité montre que l'un sans l'autre, ils ne pourraient exister sous leur forme actuelle.

A l'opposé de cette conception de l'état il existe une possibilité de créer une société tenant compte des aspirations réelles du peuple, permettant la prise des décisions au niveau le plus bas possible, créant les conditions d'une démocratie véritable, permettant le contrôle permanent du «pouvoir», faisant disparaître la notion d'état tout puissant ainsi que les rapports exploitants exploités entre les hommes, et mettant l'économie au service de la société et pas l'inverse.

Cette société laïque, sans contrainte ni domination religieuse, permettrait le développement des personnalités et caractères par opposition à l'écrasement, à l'uniformisation et à la robotisation actuels.

Elle créerait par la mise à la disposition de tous de la plus large information et par une action particulière dans les domaines de l'éducation et de l'enseignement, les conditions, à tous les niveaux, de créations et d'activités culturelles populaires intenses.

Par un respect du cadre de Vie, une orientation et un effort de la recherche scientifique et technique dans une optique d'amélioration réelle des conditions de vie préparerait non pas la mort de l'homme, mais son épanouissement.

Cette société tout en ne niant évidemment pas les différences naturelles entre femmes et hommes, les placeraient les unes et les autres sur un pied d'égalité au niveau des droits.

La mise en application de ces principes en BRETAGNE donnerait naissance à une Société Socialiste Autogestionnaire Bretonne. C'est notre but.

Tous les faits de COLONISATION et de main mise de l'IMPERIALISME FRANÇAIS en BRETAGNE, que nous venons d'évoquer, justifient notre LUTTE DE LIBERATION NATIONALE pour le SOCIALISME. Nous sommes donc déterminés à mener le dur et long combat pour notre libération.

Le réveil et le développement de la conscience révolutionnaire bretonne permettra l'affrontement à tous les niveaux, avec les différentes formes de l'IMPERIALISME, jusqu'à destruction complète de tous les rouages de l'ETAT FRANÇAIS en BRETAGNE.

De même, la mise en évidence du caractère national de toutes les luttes, permettra aux travailleurs bretons de se libérer de leur complexe d'assistés et de leur situation de colonisés.

De ces luttes et affrontements naîtra une véritable CONSCIENCE REVOLUTIONNAIRE BRETONNE, indispensable à la radicalisation de luttes débouchant sur l'INDEPENDANCE TOTALE de la BRETAGNE et l'EMANCI-PATION COMPLETE du PEUPLE.

Au fur et à mesure du recul de l'Occupant et du démantèlement de ses différents mécanismes politiques et administratifs, des structures de contre pouvoir se mettront systématiquement en place et ceci à tous les niveaux (politique, socio économique, culturel, éducatif...). Elles consolideront et concrétiseront les acquis de la Lutte de Libération.

Les contre pouvoirs se seront formés, dans tous les domaines, à la gestion d'un Pays Indépendant.

Un de leurs rôles aura été de redonner vie aux communautés de base ou «KORN BRO».

En bloquant le processus de découpage arbitraire de notre territoire, et en contrecarrant l'exercice des pouvoirs de l'administration française et de l'église romaine, les contre pouvoirs favoriseront la résurgence puis la

fortification de ces communautés humaines traditionnelles.

Ils mettront en application dans toutes les expériences socio-économiques, dans les structures politiques, administratives, culturelles, etc... les principes fondamentaux de l'autogestion.

Les effets de la déculturation et de la dépersonnalisation ayant disparus ou en voie de l'être, le PEUPLE BRETON pourra opter pour un mode de vie qui lui sera propre.

Les structures socio-économiques autogestionnaires mises en place progressivement par les contre pouvoirs permettront l'élaboration d'une force d'économie originale, mettant au service de la communauté les différents moyens de production et de distribution.

Les productions seront définies en fonction des besoins propres de la population.

Le KORN BRO, (concordant avec les limites géographiques allant de deux à trois communes au canton actuel, pour les villes le quartier) sera la structure de base de la société bretonne.

Cette société, suivant les principes autogestionnaires, donnera aux hommes et aux femmes de BRETAGNE la responsabilité première dans l'organisation politique, culturelle, socio-économique de l'Entité Nationale Bretonne.

A un premier échelon ils se retrouveront dans les différents conseils qu'ils jugeront utiles d'instituer (Conseils de village, de quartier, d'usine, d'école... etc) pour débattre de leurs problèmes et organiser leur vie quotidienne pour un bien être maximum dans le respect des pluralités et le soucis constant des intérêts communs du groupe.

Les unités de base (KORN BRO ou quartiers) élisent leurs délégués qui sont les premiers responsables devant le peuple de l'ensemble des activités du Korn Bro (ou des quartiers, éventuellement regroupés).

Ils se retrouvent dans une assemblée de «petits pays» ou RANN-VRO (ex Coello, Poher, Pagan, Bigouden...*). Cette petite assemblée au rôle politique bien déterminé, coordonne les diverses productions et activités (économiques, culturelles, agricoles, industrielles, maritimes, artisanales... etc) autour des pôles naturels d'attraction.

A l'échelon suivant il y a l'assemblée du BRO (Léon, Cornouaille... etc), puis à l'échelle nationale la grande assemblée des BROIOU qui traduit et matérialise les aspirations et orientations profondes décidées depuis la base par le peuple tout entier. Elle coordonne les différentes productions et activités entre Broioù, choisit les partenaires commerciaux en vue d'échanges indispensables à la satisfaction générale des besoins de la Communauté Nationale. Elle légifère et nomme les commissions ad-hoc qui ont pour tâches de régler d'éventuels conflits internes ou divergences entre Korn Bro, Rann Vro ou Broioù, de préparer et de faire respecter les accords commerciaux internationaux, de faire respecter les différentes lois ou règles que se seront donnés les Bretons.

Elle élabore et coordonne une véritable politique bretonne de l'enseignement qui sera public et gratuit.

La richesse et la grande diversité des productions agricoles et maritimes de la BRETAGNE permettront non seulement la satisfaction des besoins mais de plus une production excédentaire exportable permettant en échange de palier à l'absence de certains produits de base nécessaires au fonctionnement et au développement harmonieux de la vie économique.

L'exploitation raisonnable des ressources minières pourra être décidée, le contrôle de la production et sa transformation sur place étant assurée.

Sur les mêmes bases l'exploitation des ressources de la mer reprendra son essor, l'équilibre écologique ne pouvant jamais être menacé.

A partir de structures préalablement établies, le développement des activités agro-alimentaires et industrielles se fera dans un cadre permettant l'utilisation sur place des matières premières produites (agriculture, minéral... etc) ou directement importées par mer, d'où un développement du commerce maritime, du cabotage et des échanges avec les partenaires de notre choix.

L'implantation et le développement des nouveaux pôles choisis se feront aussi en fonction des possibilités de production d'énergie (énergie hydroéolienne, solaire... etc).

Les structures industrielles existantes, disposant d'un potentiel technologique et humain de qualité actuellement exploité et utilisé à la fabrication de bien inutiles néfastes à l'humanité (arsenaux, ateliers d'état fabriquant des armes, ou entreprises capitalistes travaillant au développement du nucléaire) seront reconverties.

Le CAPITALISME ne pouvant vivre et se développer qu'à travers les plus values, le profit, les productions d'armements, le développement du nucléaire, son action sera rendue impossible par l'application dans tous les domaines d'une véritable politique socialiste autogestionnaire.

Le haut niveau de responsabilité et de conscience humaine de cette nouvelle Société Socialiste Bretonne sera le garant des acquis et libertés arrachés à l'ETAT FRANÇAIS et au CAPITALISME, par la LUTTE de LIBERATION NATIONALE;

L'aboutissement de la LUTTE de LIBERATION NATIONALE sera l'avènement d'un REPUBLIQUE BRETONNE SOCIALISTE. Elle sera le moyen indispensable à la consolidation et au développement de notre société autogestionnaire.

Tout au long de notre Combat nous manifesterons notre solidarité aux autres Peuples d'Europe et du Monde en marche vers leur INDEPENDANCE NATIONALE.

* Porhët, Mene, Coglès, Brière... etc.

* *

DEVET BREIZH DIEUB HA SOKIADOUR.

Texte élaboré à Fleury Mérogis et à Fresnes entre le 15 octobre et le 10 novembre 1978.

